

Pénurie de bras pour les professionnels du social

Le secteur peine plus que jamais à recruter. Dans la région, 1 300 postes sont à pourvoir. Vite. Plusieurs associations s'unissent pour alerter « avant qu'il n'y ait des drames ».



1 300 postes sont à pourvoir dans les établissements.

PHOTO : ARCHIVES RÉMY CHANTELOUP, OUEST FRANCE

« Hémorragie », « crise invisible », « souffrance à bas bruit », « au pied du mur »... Autour de la table, les professionnels du secteur ne mâchent pas leurs mots : les métiers sanitaires, sociaux et médico-sociaux, sont en grande difficulté. Manque de reconnaissance, recrutements à la peine, absentéisme à la hausse... Les équipes sont épuisées et « se disent méprisées, un mot qu'on n'avait jamais entendu dans notre sec-

teur », alerte Katy Lemoine, qui dirige une association de protection de l'enfance en Mayenne.

Le problème n'est pas nouveau, mais a été aggravé par la crise sanitaire et par « le scandale du Ségur de la santé, injuste pour certains métiers oubliés qui n'ont pas été revalorisés », pointe Marc Marhadour, délégué régional de l'organisation professionnelle Nexem. Encore plus qu'avant la crise, les métiers du social « souffrent d'un problème d'image : les salaires sont bas, les conditions de travail difficiles. La vocation ne suffit plus à attirer », continue Marc Marhadour. Résultat : la main-d'œuvre devient rare et les reconversions nombreuses.

Jean-Yves Gelinier, directeur d'une maison d'accueil spécialisée en Mayenne, a par exemple vu partir « deux anciens stagiaires, aides-soignants diplômés, devenus maçons pour gagner quelques centaines d'euros par mois en plus et faire vivre leur famille ».

« C'est un cercle vicieux »

Cette hémorragie de main-d'œuvre est confirmée par les statistiques régionales de Pôle Emploi : 1 298 postes sont à pourvoir actuellement dans le secteur, qui emploie près de 50 000 salariés dans la région. « Cer-

taines associations ont des centaines de postes vacants (aides-soignants, infirmiers) et sont contraintes de fermer des services », rapporte Éric Duprez, vice-président de l'Uriopss Pays de la Loire. Depuis janvier 2021, dans la région, 75 structures ont déjà dû supprimer des accompagnements, faute de personnel.

« C'est un cercle vicieux : faible salaire, faible attrait, manque de personnel, donc report de la charge de travail sur les salariés présents, et usure professionnelle, qui entraînent des arrêts et démissions qu'on n'arrive plus à pallier, résume Jean-Yves Gelinier, également représentant régional de la Croix-Rouge. On passe des annonces partout mais cela ne suffit pas. »

Les Pays de la Loire sont d'autant plus en tension sur ces emplois que le taux de chômage régional est relativement faible (6,7 % au second trimestre 2021, le second plus bas de France derrière la Bretagne). « Cela veut dire que les demandeurs d'emploi ont le choix entre plusieurs secteurs qui recrutent et n'iront pas au moins offrant », résume Marc Marhadour.

Derrière les questions d'effectifs (lire ci-dessous), les professionnels rappellent les enjeux humains. « Quand on n'arrive pas à recruter des aides à domicile, concrètement,



Plusieurs acteurs des secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux des Pays de la Loire alertent sur une pénurie de bras qui menace des métiers essentiels.

PHOTO : OUEST FRANCE

ça veut dire que des personnes âgées ou handicapées ne peuvent pas se lever le matin ni aller aux to-

ilettes de la journée, souligne Étienne Valois, de l'Association des paralysés de France. Cela pose de vraies ques-

tions en termes de défense des droits des plus fragiles. » Marie COURVASIER.